



Inter-Parliamentary Union  
For democracy. For everyone.

## Audition parlementaire annuelle aux Nations Unies 2020



17 et 18 février 2020  
Siège de l'ONU, New York

### L'éducation, facteur clé de la paix et du développement durable : vers la mise en œuvre de l'ODD 4

**Rapport de l'audition parlementaire 2020, organisée conjointement par l'Union interparlementaire et le Bureau du Président de l'Assemblée générale au Siège de l'ONU, et tenue les 17 et 18 février 2020.**

#### Séance d'ouverture

1. L'audition parlementaire annuelle 2020 a été l'occasion de discuter de la manière dont l'éducation peut servir d'outil pour la promotion de la paix et du développement durable, et de partager des idées sur les meilleures pratiques visant à faire progresser l'Objectif de développement durable (ODD) 4, qui appelle à une éducation de qualité inclusive et équitable et à des possibilités pour chacun tout au long de la vie.
2. Le Président de la 74<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale, Tijjani Muhammad-Bande, a insisté sur l'importance de l'ODD 4, qui est aussi bien un objectif autonome qu'un objectif transversal pour la paix et la prospérité. Il a félicité les parlementaires qui ont procédé à des examens nationaux volontaires concernant les progrès liés à cet objectif et ont élaboré des plans pour mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030, mais il a ajouté que des fonds étaient nécessaires pour financer de tels efforts. Au moins un pays sur quatre n'a pas atteint les critères fixés pour 2015, selon lesquels au moins 4 pour cent du PIB et au moins 15 pour cent des dépenses doivent être consacrés à l'éducation. M. Muhammad-Bande a demandé aux parlementaires d'investir dans la formation des enseignants et de préparer les jeunes à la quatrième révolution industrielle en les dotant des compétences nécessaires pour réussir dans un monde en mutation. Les filles étant moins nombreuses que les garçons à fréquenter l'école et les femmes ne représentant que 34 pour cent des étudiants en science, technologie, ingénierie et mathématiques (STIM), les pays doivent éliminer les préjugés et faire en sorte que leurs programmes scolaires tiennent compte des différences entre les sexes. Des programmes scolaires efficaces peuvent promouvoir la paix et la tolérance et permettre aux jeunes de se repérer dans un monde de plus en plus connecté. La formation professionnelle et l'apprentissage tout au long de la vie sont nécessaires pour aider chacun à réaliser pleinement son potentiel, car l'éducation joue un rôle égalisateur considérable.
3. La Présidente de l'UIP, Gabriela Cuevas Barron, a abordé certains des défis mondiaux en matière d'éducation : 670 millions d'adultes ne savent ni lire ni écrire ; 258 millions d'enfants ne seront pas scolarisés en 2030 ; il manque 69 millions d'enseignants ; et 39 milliards d'USD sont nécessaires pour construire des écoles et accroître leur capacité d'accueil. Alors que le savoir se démocratise, les inégalités persistent et les filles sont touchées de manière disproportionnée. Pour que la démocratie soit forte, les gens doivent être informés et savoir lire et écrire. Les parlementaires jouent un rôle essentiel dans la transposition des dispositions prévues par les accords internationaux concernant l'ODD 4 dans les réalités locales en votant des budgets et en demandant des comptes aux gouvernements.
4. Maria Luiza Ribeiro Viotti, Directrice de cabinet du Bureau du Secrétaire général de l'ONU, a affirmé que l'éducation était une priorité absolue dans la perspective d'un monde meilleur, mais que cela étant, le monde était confronté à une crise mondiale de l'apprentissage. De nombreuses personnes n'ont pas les compétences de base en lecture, en écriture et en mathématiques, et des millions de jeunes sont piégés dans des conflits et des crises humanitaires, qui entravent leur éducation. Les progrès

technologiques rendent essentiel l'apprentissage tout au long de la vie, la refonte des systèmes éducatifs et la remise en question des concepts de travail. L'innovation et l'investissement dans une éducation de qualité sont nécessaires pour relever les défis mondiaux tels que les changements climatiques, la montée de la haine contre les minorités et les migrants, les sociétés fracturées et les conflits.

### Discours liminaires

Abdoulaye Mar Dieye, Sous-Secrétaire général, Conseiller spécial de l'Administrateur du PNUD, a précisé que l'éducation n'est pas seulement un droit humain fondamental, mais une condition préalable essentielle à la participation à la société et un moyen de favoriser celle-ci. Pourtant, seuls 3,2 pour cent des adultes des pays à faible développement humain ont reçu une éducation supérieure, contre 29 pour cent dans les pays développés. Les parlementaires doivent utiliser tous les moyens à leur disposition pour mettre en œuvre l'ODD 4, qui est essentiel à la réalisation du Programme 2030. Ils peuvent faire notamment ce qui suit :

1. exiger des ministres et des hauts fonctionnaires qu'ils participent aux audiences publiques sur les progrès en matière d'ODD ;
2. s'appuyer sur les règles et procédures existantes, les questions aux ministres et les partenariats avec la société civile, pour porter les ODD – y compris l'ODD 4 – à l'attention du public et des médias ;
3. adopter des approches novatrices en matière de données et de technologie pour renforcer la responsabilité et la transparence et améliorer la prestation de services ;
4. rechercher de meilleures façons de communiquer avec les électeurs ;
5. demander aux partenaires, y compris l'UIP et le PNUD, une assistance technique et des occasions de partager des connaissances lorsque les efforts visant à faire en sorte que les gouvernements rendent des comptes en ce qui concerne les ODD sont insuffisants.

### I. Améliorer la qualité de l'éducation et élargir l'accès

L'éducation est un droit de l'homme et un stimulant pour les autres ODD, mais elle n'est pas accessible à tous et ne conduit pas toujours à des résultats satisfaisants en matière d'apprentissage. Moins d'un pays sur cinq dispose d'une législation garantissant 12 ans d'enseignement gratuit et obligatoire pour tous. Le déficit de financement se répercute à la fois sur la qualité et sur l'accès, et de nombreux enfants et adultes – surtout dans les pays en développement - se retrouvent laissés de côté. Il est urgent d'investir pour remédier à ces pénuries et à ces inégalités et créer des systèmes scolaires de qualité pour tous.

#### A. Recommandations pour améliorer la qualité

- a) **Investir dans la formation des enseignants.** Les gouvernements doivent faire des investissements en faveur des enseignants pour veiller à ce qu'ils soient bien formés et hautement qualifiés, correctement rémunérés et respectés comme il se doit. Les enseignants doivent régulièrement mettre à jour leurs compétences et avoir accès à des réseaux de pairs.
- b) **Donner aux enseignants une certaine flexibilité.** Les enseignants doivent disposer de lignes directrices générales, ainsi que de la liberté et de la flexibilité nécessaires pour décider de la manière de dispenser l'enseignement.
- c) **Privilégier les résultats de l'apprentissage.** Plutôt que d'insister sur le fait que les enseignants terminent les manuels scolaires, il est important de privilégier la qualité et de vérifier que les élèves apprennent effectivement.
- d) **Développer une approche humaniste qui met l'accent sur les compétences non techniques.** Il faut enseigner aux étudiants des compétences telles que la pensée critique, le travail d'équipe, la coopération et la résolution de problèmes. Apprendre aux jeunes à apprendre et à penser de manière créative contribue à les préparer en vue de leurs futurs emplois et défis.
- e) **Instiller de la joie dans l'apprentissage.** Alors que l'éducation conventionnelle est conçue pour permettre de monter dans l'échelle sociale, les étudiants doivent s'amuser tout en acquérant des connaissances et apprendre à mener une vie heureuse. La Thaïlande, par exemple, dispose d'un programme d'études qui comprend le développement de compétences émotionnelles pour aider les jeunes à gérer des problèmes tels que le harcèlement, l'anxiété et la colère. L'Inde a une école

dédiée au bonheur, tandis que l'Indonésie célèbre une Journée du silence pour promouvoir le repos et la détente.

- f) **Adopter une approche globale.** Un apprentissage de qualité est étroitement lié à des facteurs tels qu'un environnement scolaire sûr, la nutrition et le bien-être. Les écoles doivent offrir des repas gratuits et disposer de ressources et d'équipements adéquats, allant des bibliothèques et des laboratoires scientifiques aux serviettes hygiéniques et aux toilettes.
- g) **Les systèmes éducatifs doivent se transformer pour faire face aux nouveaux défis.** Les écoles, les gouvernements et les communautés doivent être ouverts à l'utilisation de la technologie numérique et d'autres nouveaux outils pour préparer les étudiants et les éducateurs aux emplois et aux défis de demain.

## B. Recommandations pour élargir l'accès

- a) **Créer un environnement inclusif.** L'éducation doit être accessible à tous, y compris aux groupes vulnérables, tels que les filles, les enfants pauvres, les enfants des zones rurales, les membres des communautés pastorales qui se déplacent éventuellement au cours de l'année, les migrants, les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, les étudiants handicapés, les étudiants ayant des besoins spéciaux et les populations autochtones. Une attention et des fonds spéciaux doivent être accordés aux personnes vivant dans des zones de conflit et de crise humanitaire. Les politiques doivent garantir à chacun l'accès à un environnement d'apprentissage sûr, sans distinction de sexe, de croyance, de religion, d'appartenance ethnique, d'orientation sexuelle, de handicap ou de statut socio-économique.
- b) **Inclure les migrants, les réfugiés, les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et les enfants vivant dans des zones touchées par des conflits ou des crises humanitaires.** Les étudiants se trouvant dans des zones de conflit ont cinq fois moins de chances de recevoir une éducation que ceux qui vivent dans des régions en paix. Les pays qui traversent des conflits, des situations d'urgence et des circonstances particulières doivent s'efforcer de fournir une éducation équitable pour permettre aux jeunes d'envisager un avenir meilleur. Le Passeport des qualifications de l'UNESCO contribue à faciliter la mobilité et à rationaliser les compétences des réfugiés. Bien qu'un financement plus important soit nécessaire pour l'éducation dans les situations d'urgence, celle-ci est très difficile et coûteuse, de sorte que la prévention des conflits devrait toujours être une priorité. Les parlementaires sont encouragés à faire pression sur les gouvernements pour qu'ils signent la Déclaration sur la sécurité dans les écoles, qui vise à protéger les établissements d'enseignement en période de conflit.
- c) **Donner la priorité aux pays à faible et moyen revenu.** Alors que les pays riches comptent plus de 90 pour cent des enfants inscrits dans l'enseignement primaire, seuls 50 pour cent des enfants en âge de fréquenter l'école primaire dans le monde restent scolarisés. En moyenne, les pays à faible revenu dépensent moins de 200 USD par étudiant et par an. Pour combler ce fossé, il est nécessaire d'augmenter les financements dans le monde en développement.
- d) **Encourager l'apprentissage tout au long de la vie.** L'éducation doit commencer tôt et se poursuivre tout au long de la vie de chacun. L'enseignement préscolaire doit être considéré comme faisant partie d'un ensemble complet de mesures éducatives. Les adultes plus âgés doivent être encouragés à mettre à jour leurs compétences et leurs connaissances.
- e) **Ne pas limiter l'éducation aux écoles.** L'apprentissage se fait en dehors des établissements d'enseignement, notamment dans les foyers, les institutions religieuses et les communautés.
- f) **Faire participer de nombreuses parties prenantes.** Les parents, les dirigeants communautaires, la société civile et les entreprises doivent être mobilisés pour contribuer aussi bien à l'éducation des jeunes qu'à celle des générations plus âgées.

## C. Lever les obstacles pour les femmes et les filles

Dans le monde, 258 millions d'enfants et de jeunes ne sont pas scolarisés et un tiers d'entre eux sont des adolescentes issues de familles à faible revenu. Plus de 100 millions de jeunes n'ont pas les compétences de base en matière d'alphabétisation et les femmes représentent plus de 60 pour cent d'entre eux. Le monde perd 163 milliards d'USD par an parce que les femmes ne participent pas pleinement à la vie publique et professionnelle.

Les filles et les femmes ne peuvent être autonomisées que par l'éducation, qui leur permet d'acquérir des compétences et des connaissances, d'avoir la confiance en soi nécessaire pour travailler et participer à la vie de la société, et de défendre leurs droits. Les investissements dans l'éducation des filles ont un effet d'entraînement sur les familles, les générations et les sociétés. Ils conduisent à une baisse des taux de mariage et de grossesse précoces, de mortalité infantile et maternelle, et de violence familiale et sexuelle.

### **Recommandations pour élargir l'accès des filles à l'éducation**

- i) Les écoles doivent être situées dans les quartiers où vivent les enfants afin que ceux-ci n'aient pas à parcourir de longues distances.
- ii) Les écoles doivent mettre à disposition des fournitures et des services qui contribuent à maintenir les filles scolarisées, notamment des repas gratuits, des toilettes et des produits d'hygiène tels que des serviettes hygiéniques.
- iii) Les politiques de réintégration doivent permettre aux étudiantes enceintes et aux nouvelles mères de rester scolarisées et de revenir lorsqu'elles sont prêtes.
- iv) Les communautés doivent évaluer les politiques, les mesures d'incitation et les programmes qui contribuent à maintenir les filles à l'école. Par exemple, le Kenya a augmenté la scolarisation des filles dans le secondaire en subventionnant les frais de scolarité. Au Brésil, le programme "Panier familial" accorde des fonds aux familles qui maintiennent leurs filles à l'école. La Thaïlande exige des écoles qu'elles fournissent aux étudiantes enceintes des services de conseil pour les aider à poursuivre leur scolarité.
- v) Les préjugés et la discrimination fondés sur le sexe doivent être combattus à tous les niveaux, y compris dans les manuels scolaires et les programmes d'études, ainsi que parmi les enseignants et les communautés.
- vi) En plus de veiller à ce que le genre soit au cœur des lois et des politiques, les communautés doivent compter des enseignantes et des modèles féminins, ainsi que des femmes à des postes de direction.
- vii) Les gouvernements doivent établir des budgets tenant compte de la dimension de genre, avec des objectifs et des financements spécifiques pour l'éducation des filles. Des indicateurs de genre doivent être utilisés pour suivre régulièrement les progrès réalisés et garantir la reddition de comptes.
- viii) Les États doivent soutenir les initiatives mondiales en matière d'éducation qui ciblent les filles, telles que le Girls' Education Challenge du Royaume-Uni, le Drive for Five de l'Irlande et le Partenariat mondial pour l'éducation, qui a aidé plus de 25 pays à intégrer des politiques sensibles au genre dans leurs systèmes éducatifs.

## **II. Accroître les financements pour l'éducation**

L'éducation est un bien public commun et relève de la responsabilité de chacun, mais elle reste largement sous-financée. Un quart des pays n'atteignent pas l'objectif consistant à consacrer au moins 15 à 20 pour cent de leur budget national ou 4 à 6 pour cent de leur PIB à l'éducation publique.

### **Recommandations pour les parlementaires**

- a) **Investir en faveur des personnes les plus difficiles à atteindre.** Il s'agit notamment des filles, des enfants des zones rurales et à faible revenu, des enfants handicapés, des minorités et de ceux qui vivent dans des zones touchées par des conflits et des crises humanitaires.
- b) **Mettre l'accent sur l'efficacité et l'efficacités.** Le Programme 2030 fixe des critères de référence pour la réalisation de l'ODD 4 et d'autres objectifs. Les parlementaires doivent surveiller ces indicateurs et demander des comptes aux gouvernements au moyen de processus budgétaires et autres.
- c) **Insister sur l'urgence et donner la priorité aux actions de plaidoyer.** Le monde est confronté à une crise mondiale de l'apprentissage et à un déficit annuel de 39 milliards d'USD dans le financement de l'éducation. L'éducation doit être traitée avec la même attention et la même sensibilité que la crise climatique, et susciter les mêmes engagements financiers que la santé mondiale.

- d) **Aider la population à comprendre que l'éducation est le meilleur investissement qu'un pays puisse faire.** Aucune civilisation n'a progressé sans une population éduquée. L'éducation alimente le développement et constitue la meilleure arme pour lutter contre la pauvreté, la criminalité, les inégalités, le chômage, l'intolérance et les conflits.
- e) **Reconnaître le pouvoir formateur de l'éducation sur la vie des enfants.** Recueillir et diffuser des témoignages sur l'impact positif de l'éducation tout au long de la vie.
- f) **Envisager d'adopter les meilleures pratiques.** Le Costa Rica, la Finlande, l'Irlande, la Malaisie, la République de Corée et Singapour font partie des pays qui ont transformé leur économie en investissant massivement dans l'éducation. L'Irlande, par exemple, est passée de l'un des pays les plus pauvres d'Europe dans les années 1950 à l'un des plus développés du monde en finançant résolument l'éducation.
- g) **Plaider pour une diminution des budgets militaires au profit de l'éducation.** Chaque année, 1 700 milliards de dollars sont dépensés dans le monde pour les armes et la guerre. Le Costa Rica, qui a aboli son programme militaire en 1948, a transféré la majeure partie de l'argent des armes à l'éducation, contribuant ainsi à la construction d'un pays plus juste et plus équitable.

#### A. Rôle du secteur privé

La contribution du secteur privé à l'éducation a considérablement augmenté au cours des 20 dernières années et le marché mondial de l'éducation devrait atteindre 10 000 milliards d'USD d'ici 2030. Si les acteurs privés peuvent fournir des financements, des ressources et des innovations, des mesures doivent être prises pour veiller à ce qu'ils jouent un rôle adéquat, notamment en ce qui concerne l'inclusion des groupes marginalisés.

#### Recommandations quant au rôle du secteur privé

- a) Les gouvernements doivent utiliser leur pouvoir de mobilisation pour appuyer les partenariats public-privé, canaliser des fonds et veiller à ce que le rôle du secteur privé dans l'éducation soit clairement défini et surveillé.
- b) Pour que les partenariats public-privé soient fructueux, les États doivent disposer d'un cadre juridique et institutionnel approprié, ainsi que de mécanismes de contrôle efficaces.
- c) De nouveaux modes de financement doivent être examinés, notamment des fonds pour l'éducation auxquels tout le monde peut contribuer. La Facilité de financement internationale pour l'éducation collabore avec des gouvernements, des banques de développement et d'autres partenaires pour mobiliser des fonds plus importants et plus solides en faveur de l'éducation.
- d) Les Principes d'Abidjan sur le droit à l'éducation, adoptés en 2019, clarifient les obligations juridiques des États en matière d'éducation et les restrictions applicables aux acteurs privés. Ils comprennent les recommandations suivantes :
  - i) évaluer les ressources destinées à l'éducation publique afin de déterminer les domaines dans lesquels le secteur privé peut augmenter les fonds au lieu de les réaffecter ou de les rediriger ;
  - ii) renforcer les systèmes publics au lieu de créer des systèmes parallèles ;
  - iii) lorsque l'intervention du secteur privé peut être nécessaire - par exemple lorsque les États utilisent l'éducation pour réprimer - son rôle doit être temporaire et ciblé, avec l'intention de construire un système public inclusif.

#### Encadré 1 : Les investissements de la Finlande dans l'éducation

La Finlande, qui était un pays pauvre il y a 100 ans, est devenue un pays dont le système éducatif est largement reconnu. Voici quelques-unes de ses principales caractéristiques :

**Qualité des enseignants.** Les enseignants sont hautement qualifiés et possèdent des diplômes universitaires. Ils sont bien payés et bénéficient d'une large reconnaissance sociale. Ils ont la possibilité de créer leurs propres matériels et de les partager avec d'autres éducateurs.

**Apprentissage interdisciplinaire.** Afin de refléter la façon dont l'être humain apprend, l'enseignement n'est pas centralisé dans une seule matière, mais associe des sujets et des disciplines. Par exemple, une leçon sur les énergies renouvelables peut se faire par le biais de l'art : les enfants dessinent un village qui fonctionne à l'aide d'énergies renouvelables, puis discutent de la nécessité de telles énergies.

**Privilégier l'apprentissage plutôt que les épreuves.** Les écoles finlandaises donnent la priorité à l'apprentissage et au soutien des élèves et des enseignants, plutôt qu'aux classements.

**Temps libre.** Alors que dans certains pays, les élèves passent plus de 10 heures par jour à l'école, les enfants finlandais âgés de 7 à 9 ans ne sont en classe que 4 à 5 heures par jour, ce qui leur laisse beaucoup de temps pour jouer.

### **III. Rôle de l'éducation pour le développement durable, la protection de notre planète, la paix et la démocratie**

L'ODD 4 est un élément fondamental au regard du reste du Programme 2030 : si l'on ne veille pas à ce que tous les enfants reçoivent une éducation, on assistera à un déclin dans d'autres domaines. L'éducation est la clé pour obtenir un travail décent, jouir d'une vie décente et avoir la liberté de prendre des décisions en connaissance de cause et de participer à la vie de la société. Elle a un effet transformateur sur la société, stimule le développement et la durabilité, arrache des générations entières à la pauvreté, bâtit la paix et la tolérance, prévient les conflits et forme des citoyens engagés et informés. Les écoles doivent enseigner aux enfants dès leur plus jeune âge des sujets tels que les changements climatiques, l'environnement, la durabilité, les droits de l'homme et la citoyenneté mondiale.

#### **A. Recommandations relatives à l'éducation pour le développement durable et la protection de notre planète**

- a) Adopter une approche globale. Aucun pays ou région ne peut faire face seul à des crises émergentes telles que celle des changements climatiques.
- b) Les écoles doivent informer les élèves sur les corrélations entre l'humanité et l'environnement, entre le désarmement, la non-prolifération des armes nucléaires et les changements climatiques, ainsi que sur l'impact des actions faites localement sur d'autres pays. Par exemple, les pays en développement devront subir au moins 75 pour cent des conséquences des changements climatiques, alors que la moitié la plus pauvre de la planète ne génère que 10 pour cent des émissions mondiales de carbone.
- c) Les écoles doivent contribuer à la sensibilisation aux risques liés aux comportements égoïstes et aux mentalités récalcitrantes qui contribuent aux inégalités, à la destruction de l'environnement, aux changements climatiques et aux conflits.
- d) Les écoles doivent aider les jeunes à développer de bonnes pratiques dans des domaines tels que le commerce équitable, la réduction des déchets, la gestion de l'eau ou la consommation et la production responsables.
- e) Une éducation de qualité à la durabilité et à l'environnement doit intégrer différentes cultures, langues et valeurs. Elle doit tenir compte des droits de l'homme, de l'égalité des sexes et de la promotion de la paix et de la diversité afin de former des citoyens du monde.
- f) Les systèmes éducatifs doivent éliminer la mentalité coloniale et intégrer les systèmes de savoirs autochtones. Alors que les territoires des peuples autochtones ne représentent que 22 pour cent de la surface de la Terre, ils renferment 80 pour cent de la biodiversité de la planète. Le savoir de ces peuples en matière d'environnement repose sur des générations d'expérience, d'observation attentive et d'expérimentation continue.
- g) L'éducation à la durabilité doit devenir non seulement un élément des programmes d'enseignement ordinaires, mais aussi un élément des comportements courants. En plus des systèmes scolaires, les entreprises et l'industrie doivent être mobilisées.
- h) Les éducateurs eux-mêmes doivent être impliqués dans la formulation des politiques éducatives grâce à des auditions parlementaires et par d'autres moyens. Au Mexique, par exemple, les enseignants ont fait part de leurs suggestions lors de conventions organisées au sein du parlement.

- i) Les citoyens et les communautés doivent participer aux discussions sur l'avancement du Programme 2030, en veillant à ce que les 17 ODD, les 169 cibles et les indicateurs correspondants soient bien connus. Les informations permettant de lutter contre le scepticisme climatique revêtent une importance particulière à ce stade critique.

### **Encadré 2 : Exemples d'éducation au développement durable**

**France** : les écoles sont tenues de mettre en place un projet sur la biodiversité, tel qu'un jardin ou un programme de plantation d'arbres. Les écoles élisent également des éco-délégués pour les aider à mettre en œuvre des pratiques favorisant la durabilité dans leurs locaux.

**Italie** : les étudiants doivent suivre une heure d'éducation à l'environnement par semaine.

### **B. L'éducation, un outil pour la paix et la démocratie**

L'éducation est un outil d'intégration sociale, un gage de citoyenneté sociale et un élément catalyseur de la paix et de la démocratie. Une éducation axée sur les droits de l'homme et la paix favorise les valeurs communes, l'humanité partagée et la prévention des conflits. Si le calcul, la lecture et l'écriture seront toujours au cœur de l'apprentissage, un domaine important doit être l'éducation à la citoyenneté, qui met l'accent sur la formation d'un citoyen à part entière. En voici quelques exemples :

- i) **Cours de citoyenneté mondiale.** Au Canada, les programmes scolaires comprennent une éducation aux droits et responsabilités du citoyen, prévoyant notamment des informations sur la Charte canadienne des droits et libertés et sur les traités conclus avec les peuples autochtones. Les programmes d'enseignement visent à former des citoyens éclairés, respectueux de l'éthique, autonomes, engagés et dotés d'empathie.
- ii) **Programmes scolaires sur les droits de l'homme et la paix.** La Tunisie organise des ateliers sur les droits de l'homme dans les écoles primaires et les collèges, reliant ainsi les efforts déployés dans les écoles à ceux de la société civile. Le programme des écoles primaires thaïlandaises comprend l'éducation à la paix, qui offre des informations sur la non-violence, la résolution des problèmes, la sagesse locale et les activités artistiques et culturelles.
- iii) **La participation électorale.** En Finlande, les élèves n'ayant pas l'âge de voter s'entraînent dans le cadre des élections scolaires et les résultats sont publiés afin que les responsables politiques puissent connaître l'opinion des futurs électeurs. En Argentine, les jeunes de 16 à 18 ans peuvent participer aux élections dans certaines provinces.
- iv) **Le bénévolat et l'engagement communautaire.** Les participants ont insisté qu'il était nécessaire de mobiliser les jeunes dans le cadre du service communautaire, du bénévolat et d'autres moyens de se rendre utile. De nombreux pays disposent d'organismes et de conseils de la jeunesse qui permettent aux jeunes d'apporter leur contribution, comme le conseil parlementaire de la jeunesse en Jordanie.

### **Recommandations sur l'éducation en tant qu'outil pour la paix et la démocratie**

- a) Pour bâtir des sociétés pacifiques et démocratiques, il faut enseigner à tous, y compris aux parlementaires, qui sont les principaux faiseurs d'opinion, les principes de coexistence, d'acceptation, de diversité et de tolérance.
- b) Les parlementaires, les dirigeants communautaires et les éducateurs doivent encourager les débats sur les questions politiques et sociales, en mettant en lumière l'importance de la paix, de la démocratie et des droits de l'homme, car les conflits naissent souvent de tensions internalisées et de la peur de l'inconnu.
- c) Veiller à ce que les budgets financent des cours sur la citoyenneté mondiale, la paix, la démocratie et les droits de l'homme.
- d) S'approprier l'action au niveau national en adaptant les matériels sur les valeurs universelles aux contextes locaux, compte tenu des caractéristiques politiques, économiques et démographiques de chaque pays.
- e) Appuyer des programmes novateurs tels que les voyages d'échange qui permettent aux jeunes de côtoyer leurs pairs d'autres pays, et veiller à ce qu'ils soient accessibles aux jeunes des pays à

faible et moyen revenu. Des institutions régionales, telles que l'Université panafricaine, s'emploient également à faire tomber les barrières et à promouvoir la compréhension.

- f) Les pays riches doivent partager leurs connaissances et leurs ressources avec les pays en développement, faute de quoi les écarts risquent de se creuser et l'instabilité mondiale de s'accroître.
- g) Utiliser le pouvoir de la technologie et des outils numériques pour diffuser des valeurs universelles.

### **Encadré 3 : L'Organisation des Nations Unies au XXI<sup>e</sup> siècle**

Fabrizio Hochschild, Conseiller spécial du Secrétaire général de l'ONU pour les préparatifs de la commémoration du soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation, a fait savoir que pour marquer l'occasion, le Secrétaire général de l'ONU sollicite des conseils aux quatre coins du monde – en particulier auprès des jeunes – sur la manière d'innover et de redynamiser l'institution. Au cours du premier mois et demi de cette démarche, 170 échanges ont eu lieu dans le monde entier et 500 entités se sont inscrites pour apporter leur contribution. Tout le monde doit remplir un questionnaire d'une minute sur le site web de l'ONU. Les résultats seront présentés aux chefs d'État lors d'une réunion le 21 septembre.

Martin Chungong, Secrétaire général de l'UIP, a indiqué que l'UIP contribue à ce que les décisions de l'ONU soient correctement éclairées et représentent les peuples. Les parlementaires ont été encouragés à profiter du 75<sup>e</sup> anniversaire pour stimuler des discussions au sein des parlements et entre les électeurs sur l'avenir de l'ONU en tant que principale institution multilatérale pour la gouvernance mondiale.

## **IV. Garantir à tous un travail décent et préparer les emplois de demain**

L'éducation ne doit pas cesser dans l'enfance, mais durer toute la vie. L'évolution rapide du marché du travail, les crises mondiales telles que celles liées aux changements climatiques et les nouvelles structures de travail exigent que chacun mette constamment à jour ses compétences et ses connaissances. Pour remédier à l'inadéquation entre les compétences et les besoins du marché du travail, la formation et l'enseignement professionnel doivent être proposés à grande échelle et accessibles à tous. Le secteur privé peut jouer un rôle important, mais des mesures doivent être prises pour garantir la qualité et l'accessibilité pour tous.

Les systèmes éducatifs et les marchés du travail sont confrontés à de nouvelles technologies, notamment la robotique et l'intelligence artificielle (IA), ce que l'on appelle communément la quatrième révolution industrielle. Le Forum économique mondial prévoit que, d'ici 2022, 75 millions d'emplois pourraient disparaître, mais que 133 millions de nouveaux emplois pourraient être créés. Les systèmes d'éducation et de formation doivent réagir en conséquence pour préparer les générations futures.

### **A. Recommandations pour élaborer des programmes de formation et d'apprentissage efficaces**

- a) Les programmes de formation doivent être orientés sur les besoins du marché du travail et fondés sur les compétences. Ils doivent être flexibles, permettant aux travailleurs de choisir leurs domaines d'intérêt et d'apprendre à leur propre rythme. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) formule plusieurs recommandations, notamment en ce qui concerne les plates-formes en ligne et les apprentissages. Les coûts doivent être répartis entre les gouvernements, les employeurs et les élèves. La formation, les examens et les diplômes doivent respecter certaines normes.
- b) Les gens ont besoin d'être incités à suivre une formation, notamment grâce à des allègements fiscaux, des financements, des congés, la promesse d'un travail meilleur et des salaires plus élevés.
- c) Des systèmes d'information centralisés doivent être conçus pour que les travailleurs sachent où obtenir des informations et comment accéder à la formation.
- d) Les États doivent envisager de mettre en place des systèmes mixtes, dans le cadre desquels une partie de la formation se déroule en classe et l'autre partie dans une entreprise ou une organisation.

- Comme l'ont fait remarquer certains participants, l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, le Luxembourg et la Serbie font partie des pays qui ont mis en place de tels systèmes.
- e) Les gouvernements doivent exercer leur rôle fédérateur en mettant en contact les travailleurs, les syndicats et les employeurs afin de garantir que chacun bénéficie de la formation, en particulier les populations les plus vulnérables.
  - f) Les partenariats public-privé doivent être explorés. Par exemple, en Géorgie, plus de 50 entreprises participent au programme d'apprentissage sur le lieu de travail. Elles collaborent avec le Ministère de l'éducation pour mettre en place les formations de courte durée nécessaires pour combler les lacunes existant sur le marché du travail.
  - g) Les taxes et autres mesures peuvent être utilisées pour financer des programmes de formation. Les grandes entreprises peuvent être tenues de consacrer un certain montant à la formation. Une aide est nécessaire pour les petites et moyennes entreprises, qui emploient 80 pour cent de la main-d'œuvre mondiale mais qui manquent souvent de fonds pour la formation.
  - h) Les outils numériques et technologiques doivent être utilisés pour créer des cours et des plateformes en ligne et pour soutenir les élèves et les éducateurs. Ils ne doivent pas creuser les fossés existants entre ceux qui ont accès aux ordinateurs et les autres.
  - i) La stigmatisation associée à l'apprentissage tout au long de la vie doit être éliminée. En effet, de nombreux adultes considèrent une telle démarche comme un pas en arrière plutôt que comme une étape positive et nécessaire. Personne n'est jamais trop vieux pour apprendre.

#### **Encadré 4 : Exemples de pratiques nationales en matière de formation des travailleurs**

**Danemark** : Un accord entre le Gouvernement, les syndicats et les employeurs prévoit le financement d'un système d'apprentissage.

**Suède** : Les conseils de sécurité de l'emploi aident les adultes qui sont licenciés à trouver un nouvel emploi.

**Irlande** : Le Gouvernement forme les employés dont les emplois seront concernés par la transition vers les énergies renouvelables.

**Angleterre** : Un programme syndical met en relation les travailleurs ayant besoin d'une formation avec des mentors et leur fait suivre des stages de courte durée.

**Maroc** : Des programmes de formation dans 12 villes ont été mis en place pour cibler les besoins spécifiques de chaque zone.

#### **B. Recommandations pour la préparation des futurs emplois**

- a) Pour déceler les besoins et combler les lacunes existant sur le marché du travail, les pays doivent envisager de mener des enquêtes et des audits portant sur les compétences.
- b) Dans un monde qui change rapidement, il est nécessaire de faire preuve de créativité et de compétences relationnelles, ce qui aidera les jeunes, qui apprendront à apprendre et à s'adapter aux innovations technologiques. Ces compétences comprennent la pensée complexe, la résolution de problèmes, les processus agiles, le travail d'équipe et la collaboration. Par exemple, en 2016, la Géorgie a inscrit les compétences relationnelles parmi les priorités de son plan national d'éducation et a envoyé des équipes d'appui comptant quatre personnes dans les écoles pour former les enseignants.
- c) Il est nécessaire de mettre l'accent sur l'enseignement des STIM, notamment en attirant davantage de filles et de femmes dans ces domaines qui sont en pleine expansion.
- d) Les États doivent connaître les prévisions en matière d'emploi. En plus des 50 millions d'emplois en technologies de pointe qui devraient être créés au cours de la prochaine décennie, on prévoit une augmentation de la demande d'aides-soignants à domicile et d'emplois nécessitant de la créativité ou relevant de l'économie verte.
- e) Les gouvernements doivent comprendre la nature changeante du travail : l'économie des petits boulots est en hausse, et l'augmentation des emplois virtuels signifie que certaines personnes n'ont plus besoin de migrer physiquement pour travailler.

- f) Les changements démographiques entraînent des changements au sein de la population active. Les gens vivent plus longtemps et beaucoup veulent travailler plus longtemps. Les jeunes travailleurs à la pointe de la technologie entrent sur le marché du travail en même temps que les travailleurs plus âgés, qui peuvent avoir besoin de mettre leurs compétences à jour.
- g) Il faut prêter attention à ceux qui travaillent dans le secteur informel, qui compte environ 3 milliards d'individus. Même des personnes très instruites finissent par travailler de manière informelle et n'ont donc pas accès à des ressources telles que l'orientation professionnelle et le mentorat. Une éducation publique suffisamment financée est essentielle pour limiter le travail informel.
- h) Les mondes cybernétique et physique convergent de plus en plus et de nombreux emplois devront donc être repensés. Les humains devront décider de la manière d'utiliser la robotique et l'IA, et pourraient avoir besoin de nouvelles politiques et réglementations pour encadrer ce changement.

## **V. Conclusion**

Le monde est confronté à une crise mondiale de l'apprentissage, dans le cadre de laquelle des millions d'enfants ne sont pas scolarisés et de nombreux jeunes et adultes n'ont pas les connaissances de bases en calcul, en lecture et en écriture. L'audition parlementaire de 2020 a mis en évidence le fait qu'une éducation de qualité exige des gouvernements qu'ils investissent en faveur des enseignants ainsi que dans les infrastructures et les équipements. Les systèmes éducatifs doivent être équitables et inclusifs, et atteindre les groupes vulnérables et marginalisés. Afin de contribuer à la protection de notre planète, de répondre aux nouveaux défis mondiaux et de bâtir des sociétés pacifiques et démocratiques, les écoles doivent enseigner des compétences relationnelles et intégrer des cours sur le développement durable, l'environnement, la paix et les droits de l'homme.

Les parlementaires, l'UIP et l'ONU doivent travailler main dans la main pour investir de manière résolue dans l'éducation, qui crée des sociétés plus équitables, plus justes et plus prospères. L'apprentissage doit se faire tout au long de la vie, afin que les gens puissent régulièrement mettre à jour leurs compétences. Les programmes techniques et professionnels et d'autres formes de formation peuvent contribuer à préparer les travailleurs à un marché qui évolue rapidement sous l'effet de la quatrième révolution industrielle et des crises émergentes telles que celle des changements climatiques. Les parlementaires doivent promouvoir le droit fondamental à l'éducation, adopter les lois et les budgets nécessaires au financement des écoles et tenir les gouvernements responsables des progrès réalisés au regard de l'ODD 4.

## Liste des intervenants

**Modératrice :** Laura Lynch, Société Radio-Canada (SRC)

### Premier jour

#### **Séance d'ouverture : l'Audition parlementaire 2020 et le 75<sup>e</sup> anniversaire de l'ONU**

Président de la 74<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale des Nations Unies, Tijjani Muhammad-Bande

Présidente de l'UIP, Gabriela Cuevas Barron

Directrice de cabinet du Bureau du Secrétaire général de l'ONU, Maria Luiza Ribeiro Viotti

### Discours liminaire

Sous-Secrétaire général, Conseiller spécial de l'Administrateur du PNUD, Abdoulaye Mar Dieye

#### **ODD 4 : Le rôle central de l'éducation dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030**

Parlementaire (Finlande), Sebastian Tynkkynen

Parlementaire, Chambre des représentants (Indonésie), Fadli Zon

Sous-Directrice générale de l'UNESCO pour l'éducation, Stefania Giannini

Chercheur, Centre pour le développement durable, Earth Institute, Colombia University, Radhika Iyengar

#### **L'éducation pour la paix et la démocratie : bâtir les fondements d'une citoyenneté active**

Sénatrice (Argentine), Lucila Crexell

Ambassadrice, Observatrice permanente de l'Union africaine auprès de l'ONU Fatima Kyari Mohammed

Chef de la section Prévention et maintien de la paix, Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies

aux droits de l'homme à New York, James Turpin

Président de la *Concentus Citizenship Education Foundation*, Canada, David Arnot

#### **L'éducation comme instrument clé pour l'autonomisation des femmes et des filles (Beijing +25)**

Sénatrice du Kenya, Présidente du Forum des femmes parlementaires de l'UIP, Susan Kihika

Ambassadeur, Représentant permanent de la Bulgarie auprès de l'ONU, Georgi Velikov Panayotov

Chef, Égalité des sexes et droits de l'homme, FNUAP, Nafissatou Diop

Directrice technique, Partenariat mondial pour l'éducation, Jo Bourne

### Deuxième jour

#### **Garantir un travail décent pour tous grâce à l'apprentissage, à la formation et à l'enseignement professionnel tout au long de la vie**

Parlementaire, Bundestag (Allemagne), Ulrich Letchte

Ministre de l'éducation, Ghana, Matthew Opoku-Prempeh

Confédération syndicale internationale (CSI), Anna Bhyovskaya

#### **L'Organisation des Nations Unies au XXI<sup>e</sup> siècle**

Conseiller spécial du Secrétaire général de l'ONU pour les préparatifs de la commémoration du soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation, Fabrizio Hochschild

Secrétaire général de l'UIP, Martin Chungong

#### **La quatrième révolution industrielle : que signifie-t-elle pour les systèmes éducatifs ?**

Parlementaire (Géorgie), David Bakradze

Spécialiste affaires économiques, CNUCED, Raymond Landveld

Spécialiste en éducation, co-auteur de *Education and Inequality* (Oxfam), Caroline Pearce

Responsable mondial de l'avenir du travail, Deloitte, Steven Hatfield

#### **Protéger notre planète par l'éducation au nom des générations futures**

Sénateur (Italie), Pier Ferdinando Casini

Sous-Secrétaire général, Chef du Bureau de New York, PNUE, Satya S. Tripathi

Spécialiste de l'éducation des jeunes, ancienne membre du Forum des Nations Unies des peuples autochtones, Myrna Cunningham

Directrice de pays, The Hunger Project (Mexique), Montserrat Salazar

**Renforcer le financement public pour de meilleurs résultats en matière d'éducation**

Parlementaire, Assemblée nationale du Costa Rica, Rodolfo Rodrigo Peña Flores

Ambassadrice, Représentante permanente de l'Irlande auprès de l'ONU, Geraldine Byrne-Nason

Chef de l'éducation, UNICEF, Robert Jenkins

Signataire des Principes d'Abidjan, professeure agrégée, Éducation et développement international,  
Université de Western Ontario, Prachi Srivastava

Champion de l'éducation, Partenariat Mondial pour l'éducation, Mohamed Sidibay

**Séance de clôture**

Présidente de l'UIP, Gabriela Cuevas Barron

Président de la 74<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale des Nations Unies, Tijjani Muhammad-Bande